

DREAL-Direction des Risques Industriels/Département Risques

Toulouse, le 21 octobre 2025

Chroniques

Bâtiment E Rez-de-chaussée haut E01-033

1, place Emile Blouin - CS 10008

31 952 TOULOUSE CEDEX 9

dreal-occitanie@developpement-durable.gouv.fr

## **Rapport de l'inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 02/10/2025

### **Contexte et constats**

publié sur   
**GAZECHIM**  
ZI du Capiscol  
34500 Béziers

Références : DRI/DRC/2025-022

Code AIOT : 0006600891

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 02/10/2025 dans l'établissement GAZECHIM implanté ZI du Capiscol 27 rue Martin Luther King 34500 Béziers.

L'objectif de cette inspection est de contrôler le respect de :

- l'application des dispositions du règlement BIOCIDES, notamment celles sur l'étiquetage, l'autorisation de mise sur le marché (AMM) et celles sur les fiches de données de sécurité (FDS) ;
- et éventuellement l'application des dispositions du règlement REACH et du code de l'environnement.

Cette visite d'inspection se tient dans le cadre d'une opération plus large décidée au niveau national par le ministère en charge de l'environnement.

### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- GAZECHIM
- ZI du Capiscol 27 rue Martin Luther King 34500 Béziers
- Code AIOT : 0006600891    Installation : Avec Titre ☒ Sans Titre ☐
- Régime : A
- Statut Seveso : SEVESO HAUT
- IED : Non IED

Groupe Gazechim est un groupe français, familial et indépendant, organisé autour de 3 pôles activités : pôle Gaz, pôle Froid, pôle Composites.

Le siège social est situé 2 BOULEVARD BERTRAND DUGUESCLIN, 34500 BEZIERS, (SIRET 542 920 087 00195), ce site est le détenteur des autorisations de mise sur le marché (AMM). L'activité sur ce site est :

Fabrication d'autres produits chimiques inorganiques de base n.c.a. - 2013B

Le groupe compte 6 établissements actifs (siège social inclus) :

- GAZECHIM QUAI DE PINCOURT, 42300 ROANNE (542 920 087 00104)
- GAZECHIM LAVERA ZONE PORTUAIRE DE LAVERA, 13117 MARTIGUES (542 920 087 00096 )
- GAZECHIM 23 AVENUE MARÉCHAL DE LATTRE DE TASSIGNY 33140 VILLENAVE-D'ORNON (542 920 087 00062 )
- GAZECHIM 13 RUE DENIS PAPIN 77290 MITRY-MORY (542 920 087 00054 )
- GAZECHIM Z.I. DU CAPISCOL 25 RUE MARTIN LUTHER KING 34500 BÉZIERS (542 920 087 00039 )

L'activité est identique pour tous ces sites : Fabrication de gaz industriels - 2011Z

Le site inspecté est celui se trouvant au 25 RUE MARTIN LUTHER KING à BÉZIERS en raison de la présence des produits biocides.

**Contexte de l'inspection :** Inspection spécialisée produits chimiques

**Thèmes de l'inspection :** AN25 Étiquetage biocides | BIOCIDES

## 2) Constats :

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...;

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative »;

- « Faits avec suite administrative » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
  - soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription);
  - soit conformément aux articles L. 171-7, L. 171-8, L. 521-17, L. 521-18 et L. 522-15 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan des constats hors points de contrôle

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection (1)	Proposition de délais
1	Conformité du produit biocide	Règlement européen du 22/05/2012, article 17	Demande d'action corrective - Demande de justificatif à l'exploitant	1 Mois
2	Conformité de l'étiquette et de l'emballage à l'AMM du produit biocide	Règlement européen du 22/05/2012, article 69	Demande d'action corrective - Demande de justificatif à l'exploitant	1 Mois
3	Conformité de la FDS à l'AMM du produit biocide	Règlement européen du 22/05/2012, article 70	Demande d'action corrective - Demande de justificatif à l'exploitant	1 Mois
6	Conformité dans l'application BioCID	Code de l'environnement du 29/06/2016, article R522-18	Demande d'action corrective	1 Mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	Conformité à l'AMM du produit biocide	Règlement européen du 22/05/2012, article 17	
5	Conformité à la FDS du produit biocide	Règlement européen du 18/12/2006, article 37	

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats :

Suite à l'inspection du 2 octobre 2025, des non-conformités réglementaires ont été relevées. Elles peuvent être traitées assez rapidement. Il est donc laissé 1 mois à l'exploitant pour régulariser sa situation. Passé ce délai, il sera proposé au préfet du l'Hérault une mise en demeure de respecter certaines dispositions du règlement sur les biocides et des dispositions du code de l'environnement.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Conformité du produit biocide

**Référence réglementaire :** Règlement européen du 22/05/2012, article 17

**Thème(s) :** Actions nationales 2025      Vérification du produit biocide

**Prescription contrôlée :**

Article 17 du BPR

1. Les produits biocides ne sont mis à disposition sur le marché ou utilisés que s'ils ont été autorisés conformément au présent règlement.

**Constats :**

L'exploitant dispose, pour les produits biocides « qu'il fabrique et distribue », de plusieurs autorisations de mise sur le marché (AMM) :

- FR-2023-0030 valable jusqu'au 30/04/2033 pour le produit CHLORE GAZECHIM à destination des professionnels ;
- FR-2025-0003 valable jusqu'au 01/06/2033 pour le produit CHLORE BLUE GAZECHIM à destination des professionnels ;
- FR-2024-0031 valable jusqu'au 15/05/2034 pour le produit CHLORETECH GAZECHIM à destination des industriels.

Les fabricants du produit biocide pour le produit « CHLORE GAZECHIM » ou « GAZECHIM\_CHLORINE » sont :

- KEM ONE à Lyon (69) | Site de fabrication CARREFOUR DU CABAN à FOS SUR MER (13)
- MSSA à Saint Marcel (73)
- PPC SAS à Thann (68)
- VENCOREX à Pont de Claix (38)

Les fabricants du produit biocide pour le produit CHLORE BLUE GAZECHIM sont :

- KEM ONE à Lyon (69) | Site de fabrication CARREFOUR DU CABAN à FOS SUR MER (13)
- MSSA à Saint Marcel (73)
- VYNOVA PPC à Thann (68)
- VENCOREX à Pont de Claix (38)
- GAZECHIM à Béziers (34) => Sites de fabrication à LAVERA (13) et MITRY MORY (77)

Les fabricants du produit biocide pour le produit CHLORETECH GAZECHIM sont :

- KEM ONE à Lyon (69) | Site de fabrication CARREFOUR DU CABAN à FOS SUR MER (13)
- MSSA à Saint Marcel (73)
- VYNOVA PPC à Thann (68)
- VENCOREX à Pont de Claix (38)
- GAZECHIM à Béziers (34) => Sites de fabrication à LAVERA (13) et MITRY MORY (77)

Les noms des trois produits indiqués sur l'étiquette, et donc mis sur le marché, ne correspondent pas aux noms commerciaux validés par l'AMM :

Nom commercial AMM :	Autres noms commerciaux AMM	Nom sur l'étiquette :
GAZECHIM_CHLORINE	CHLORE GAZECHIM	CHLORE
GAZECHIM_POOL	CHLORE BLUE GAZECHIM	CHLORE BLUE
GAZECHIM_CIW	CHLORETECH GAZECHIM	CHLORE TECH

**C'est une non-conformité.**

Les noms des produits doivent également être en adéquation dans la notice d'emploi, la FDS et l'application BioCID.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Il est demandé à l'exploitant de respecter les AMM FR-2023-0030, FR-2025-0003 et FR-2024-0031 soit :

- en modifiant le nom indiqué sur l'étiquette et la FDS en reprenant le nom commercial des trois produits présents dans les AMM concernées ;
- en demandant de faire une modification des AMM concernées.

Il est laissé 1 mois à l'exploitant pour régulariser sa situation. Passé ce délai, il sera proposé au préfet de l'Hérault une mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 17 du règlement sur les biocides.

**Respect de la prescription :**



**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective - Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 1 Mois

## N° 2 : Conformité de l'étiquette et de l'emballage à l'AMM du produit biocide

**Référence réglementaire :** Règlement européen du 22/05/2012, article 69

**Thème(s) :** Actions nationales 2025      Vérification de l'étiquette et de l'emballage du produit biocide

### **Prescription contrôlée :**

Article 69 du BPR :

1. Les titulaires d'autorisation prennent les mesures nécessaires pour que les produits biocides soient classés, emballés et étiquetés conformément au résumé approuvé des caractéristiques du produit biocide, en particulier les mentions de danger et les conseils de prudence visés à l'article 22, paragraphe 2, point i), à la directive 1999/45/CE et, le cas échéant, au règlement (CE) n° 1272/2008.[...]

2. Outre le respect du paragraphe 1, les titulaires d'autorisation veillent à ce que l'étiquetage n'induisse pas en erreur quant au risque que présente le produit pour la santé humaine, pour la santé animale ou pour l'environnement ou quant à son efficacité et, en tout état de cause, ne comporte pas les mentions «produit biocide à faible risque», «non toxique», «ne nuit pas à la santé», «naturel», «respectueux de l'environnement», «respectueux des animaux», ou toute autre indication similaire. De plus, l'étiquette doit porter de manière lisible et indélébile les indications suivantes:

- a) l'identité de chaque substance active et sa concentration en unités métriques;
- b) les éventuels nanomatériaux présents dans le produit et les risques spécifiques éventuels qui y sont liés, ainsi que le terme «nano» entre parenthèses après chaque mention de nanomatériaux;
- c) le numéro de l'autorisation accordée pour le produit biocide par l'autorité compétente ou la Commission;
- d) les nom et adresse du titulaire de l'autorisation;
- e) le type de formulation;
- f) les utilisations pour lesquelles le produit biocide est autorisé;
- g) les instructions d'emploi, la fréquence d'application et la dose à appliquer, exprimée en unités métriques de façon claire et compréhensible pour l'utilisateur, pour chaque utilisation prévue par les termes de l'autorisation;
- h) les indications relatives aux effets secondaires indésirables, directs ou indirects, possibles et les instructions de premiers soins;
- i) la phrase «Lire les instructions ci-jointes avant l'emploi» et, le cas échéant, des avertissements destinés aux groupes vulnérables, dans le cas où le produit est accompagné d'une notice explicative;
- j) des instructions pour l'élimination en toute sécurité du produit biocide et de son emballage, comportant, le cas échéant, une interdiction de réutiliser l'emballage;
- k) le numéro ou la désignation du lot de la préparation et la date de péremption dans des conditions normales de stockage;
- l) le cas échéant, le délai nécessaire pour l'obtention de l'effet biocide, l'intervalle à respecter entre les applications du produit biocide ou entre l'application et l'utilisation suivante du produit traité, ou l'accès suivant des hommes ou des animaux à la zone d'utilisation du produit biocide, y compris des indications concernant les moyens et mesures de décontamination et la durée de ventilation nécessaire des zones traitées; des indications concernant le nettoyage adéquat du matériel; des indications concernant les mesures de précautions à prendre durant l'utilisation et le transport;
- m) le cas échéant, les catégories d'utilisateurs auxquels le produit biocide est limité;
- n) le cas échéant, des informations sur tout risque spécifique pour l'environnement, en particulier pour protéger les organismes non cibles et éviter la contamination de l'eau;
- o) dans le cas des produits biocides contenant des microorganismes, des exigences en matière d'étiquetage conformément à la directive 2000/54/CE.

Par dérogation au premier alinéa, si la taille ou la fonction du produit biocide l'exigent, les informations

visées aux points e), g), h), j), k), l) et n) peuvent figurer sur l'emballage ou sur une notice explicative qui accompagne l'emballage et en fait partie intégrante.

#### **Constats :**

L'inspection a pris par sondage 3 produits biocides présents le jour de l'inspection à savoir :

- CHLORE GAZECHIM
- CHLORE BLUE GAZECHIM
- CHLORETECH GAZECHIM

Il n'y a qu'une seule étiquette commune à ces trois produits. Le produit est le même, il n'y a que le nom et l'utilisation qui varie, ceci en raison d'une stratégie commerciale. Une notice explicative est accessible via un QRCode identifié sur l'étiquette. Il est à noter que la notice explicative est la copie conforme de l'AMM à quelques détails près.

Pour le produit « CHLORE GAZECHIM », il a été constaté sur l'étiquetage les non-conformités suivantes :

- les utilisations, pour lesquelles le produit biocide est utilisé, sont indiquées sur la fiche technique mais doivent apparaître sur l'étiquette :
  - Désinfection des eaux usées après leur traitement en station d'épuration ;
  - Désinfection de l'eau potable chez les fournisseurs d'eau potable ;
  - Désinfection de l'eau dans les réservoirs ;
  - Désinfection de l'eau dans les systèmes collectifs ;
  - Désinfection de l'eau potable pour animaux ;
- la catégorie d'utilisateur n'apparaît pas sur l'étiquette, à savoir : Professionnels.

Pour le produit « CHLORE BLUE GAZECHIM », il a été constaté sur l'étiquetage les non-conformités suivantes :

- les utilisations, pour lesquelles le produit biocide est utilisé, sont indiquées sur la fiche technique mais doivent apparaître sur l'étiquette :
  - Désinfection de l'eau des piscines en traitement continue
  - Désinfection de l'eau des piscines en traitement continue en traitement choc
  - Désinfection de l'eau des piscines, des spas et des jacuzzis, exploités avec des exigences élevées en matière d'hygiène, en traitement continu
- la catégorie d'utilisateur n'apparaît pas sur l'étiquette, à savoir : Professionnels.

Pour le produit « CHLORETECH GAZECHIM », il a été constaté sur l'étiquetage les non-conformités suivantes :

- les utilisations pour lesquelles le produit biocide est utilisé sont indiquées sur la fiche technique mais doivent apparaître sur l'étiquette :
  - Désinfection des eaux brutes de puits ou de rivières pour la préparation des eaux industrielles
- la catégorie d'utilisateur n'apparaît pas sur l'étiquette, à savoir : Industriels.

Pour ces trois produits, il a été constaté sur l'étiquetage les non-conformité suivantes :

- La concentration de la substance active en unité métrique n'est pas indiquée sur l'étiquette ;
- La mention de danger (H330 Mortel par Inhalation), non présente sur l'AMM, est indiquée sur l'étiquette alors que les mentions de danger (H331 Toxique par inhalation & H335 peut irriter les voies respiratoires) sont sur l'AMM et non présentes sur l'étiquette ;
- La mention de danger H410 est indiquée sur l'étiquette alors que celle ci n'est pas dans l'AMM, en revanche la mention de danger H400 est dans l'AMM et n'est pas sur l'étiquette ;

- La mention de danger EUH071 est indiquée sur l'étiquette alors qu'elle n'apparaît pas sur l'AMM ;
  - Le conseil de prudence P315 (Consulter immédiatement un médecin) est indiqué sur l'étiquette alors qu'il n'est pas dans l'AMM ;
  - La phrase « Lire les instructions ci-jointes avant l'emploi » n'apparaît pas sur l'étiquette ;
  - Les dénominations des types de produits ne sont pas respectés :
    - TP2 : il est indiqué « Désinfectant utilisés dans les piscines ouvertes au public » au lieu de « Désinfectants et produits algicides non destinés à l'application directe sur des êtres humains et des animaux »
    - TP5 : il est indiqué « Désinfectants pour eaux de boisson » au lieu de « Eau potable » (Utilisés pour désinfecter l'eau potable destinée aux hommes et aux animaux)
  - Les pictogrammes doivent apparaître sur l'étiquette principale. Ces pictogrammes doivent correspondre à la classification (article 19), et donc être conformes aux catégories de danger retenues dans l'AMM, les pictogrammes obligatoires sont les pictogrammes SGH03, SGH06 et SGH09, le SGH04 est quand à lui facultatif.
- Ces pictogrammes doivent être :
- de couleur rouge (bordure) sur fond blanc, conformément à l'annexe I du CLP,
  - uniformes avec le SGH, conformément aux annexes I et II du CLP.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Il est demandé à l'exploitant de mettre à jour son étiquetage au regard des points soulevés ci-dessus pour les produits CHLORE GAZECHIM, CHLORE BLUE GAZECHIM et CHLORETECH GAZECHIM.

Il est laissé 1 mois à l'exploitant pour régulariser sa situation. Passé ce délai, il sera proposé au préfet de l'Hérault une mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 69 du règlement sur les biocides.

**Respect de la prescription :**



**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective - Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 1 Mois



### N° 3 : Conformité de la FDS à l'AMM du produit biocide

**Référence réglementaire :** Règlement européen du 22/05/2012, article 70

**Thème(s) :** Actions nationales 2025      Vérification de la FDS du produit biocide

**Prescription contrôlée :**

Article 70 du BPR :

Les fiches de données de sécurité pour les substances actives et les produits biocides sont établies et mises à disposition conformément à l'article 31 du règlement (CE) n° 1907/2006, s'il y a lieu.

**Constats :**

Pour le produit « CHLORE GAZECHIM », il a été constaté dans la FDS les non-conformités suivantes :

- le nom indiqué est « CHLORE » et non « CHLORE GAZECHIM » comme indiqué dans l'AMM.

Pour le produit « CHLORE BLUE GAZECHIM », il a été constaté sur l'étiquetage les non-conformités suivantes :

- le nom indiqué est « CHLORE BLUE » et non « CHLORE BLUE GAZECHIM » comme indiqué dans l'AMM ;

- Il est noté l'absence de l'usage « Désinfection de l'eau des piscines, des spas et des jacuzzis, exploitées avec des exigences élevées en matière d'hygiène, en traitement continue ». Dans le cas où ce produit n'est pas commercialisé pour cet usage, ce n'est pas une non-conformité.

Pour le produit « CHLORETECH GAZECHIM », il a été constaté sur l'étiquetage les non-conformités suivantes :

- le nom indiqué est « CHLORE TECH » et non « CHLORETECH GAZECHIM » comme indiqué dans l'AMM ;

- Il est indiqué dans la FDS les conseils de prudence P315 (P311 ou P312 présents dans l'AMM) et P260 (P261 indiqué dans l'AMM) alors qu'ils ne sont pas dans l'AMM de ce produit.

Pour les trois produits :

- Les mentions de danger sont erronées :

- mentions de danger H330, H410 & EUH071 indiquées dans la FDS (absentes de l'AMM) ;
- mentions de danger H331, H335 & H400 absentes de la FDS (inscrites dans l'AMM).

- Le conseil de prudence P315 est indiqué sur l'étiquette alors qu'il est absent dans les trois AMM, alors que les conseils de prudence P311, P312 et P313 sont dans l'AMM.

- Les catégories d'utilisateurs n'apparaissent nul part :

- « Professionnels » pour CHLORE GAZECHIM et CHLORE BLUE GAZECHIM ;
- « Industriels » pour CHLORETECH GAZECHIM.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Il est demandé à l'exploitant de mettre à jour la FDS au regard des points soulevés ci-dessus pour les produits CHLORE GAZECHIM, CHLORE BLUE GAZECHIM et CHLORETECH GAZECHIM.

Il est laissé 1 mois à l'exploitant pour régulariser sa situation. Passé ce délai, il sera proposé au préfet de l'Hérault une mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 70 du règlement sur les biocides.

**Respect de la prescription :**



<b>Type de suites proposées :</b>	Avec suites	
<b>Proposition de suites :</b>	Demande d'action corrective - Demande de justificatif à l'exploitant	
<b>Proposition de délais :</b>	1	Mois

#### N° 4 : Conformité à l'AMM du produit biocide

**Référence réglementaire :** Règlement européen du 22/05/2012, article 17

**Thème(s) :** Actions nationales 2025      Vérification des conditions de stockage au regard de l'AMM

**Prescription contrôlée :**

Article 17 du BPR:

5. Les produits biocides sont utilisés dans le respect des conditions de l'autorisation stipulées conformément à l'article 22, paragraphe 1, et des exigences en matière d'étiquetage et d'emballage énoncées à l'article 69.

**Constats :**

Pour les trois produits CHLORE GAZECHIM, CHLORE BLUE GAZECHIM et CHLORETECH GAZECHIM, l'exploitant respecte les conditions de stockage à savoir :

- Réservoirs sous pression étanches : en raison de ses propriétés physiques et chimiques, le chlore gazeux est toujours stocké dans des récipients en acier/carbone dédiés avec des valves spéciales dédiées.
- Conserver les récipients renfermant du chlore hermétiquement fermés et les stocker dans un endroit frais, sec et bien ventilé. Visser fermement le joint de protection de sortie de la valve et le bouchon de protection de la valve lors du stockage. Empêcher les bonbonnes de tomber.
- Protéger de la chaleur et des rayons directs du soleil, la température du contenant ne doit jamais être inférieure à 15°C ni supérieure à 50°C.
- Le chlore doit être maintenu à l'écart des produits réactifs (substances à éviter : agents réducteurs, matériaux de combustion, métaux en poudre, acétylène, hydrogène, ammoniac, hydrocarbures et matières organiques). Un local fermé est dédié aux trois produits contrôlés.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Il n'y a pas de non-conformité.

**Respect de la prescription :**



**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :**

## N° 5 : Conformité à a FDS du produit biocide

**Référence réglementaire :** Règlement européen du 18/12/2006, article 37

**Thème(s) :** Actions nationales 2025      Vérification des conditions de stockage au regard de la FDS

### **Prescription contrôlée :**

Article 37 du règlement REACH

5. Tout utilisateur en aval identifie, met en œuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés de l'une des façons suivantes :

- a) dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises ;
- b) dans sa propre évaluation de la sécurité chimique ;
- c) dans les informations sur les mesures de gestion des risques qu'il fournit conformément à l'article 32.

### **Constats :**

Il est constaté que les conditions de stockage au regard de la FDS sont respectées, à savoir :

#### Stockage :

Conserver le récipient bien fermé, dans un endroit sec et bien ventilé.

Tenir à l'écart des produits réactifs, voir la section 10.

Conserver à une température de stockage < 50 °C

#### Récipients :

Toujours conserver dans les récipients d'origine.

Sauf indications contraires, déplacer et entreposer les bouteilles en position verticale.

#### Matériaux de conditionnement appropriés :

Aciers - Polytétrafluoroéthylène (PTFE) - Chlorure de polyvinyle

Matériaux de conditionnement inappropriés : Métaux - Titane - Plastique

#### Autres précautions :

Prévoir des installations électriques étanches et anti-corrosion.

Proscrire les rejets à l'atmosphère.

Avertir le personnel des dangers du produit.

### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**Respect de la prescription :**



**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :**

## N° 6 : Conformité dans l'application BioCID

**Référence réglementaire :** Code de l'environnement du 29/06/2016, article R522-18

**Thème(s) :** Autre      Vérification des éléments saisis dans l'application BioCID

### **Prescription contrôlée :**

Article R522-18 du code de l'environnement

La déclaration des produits biocides prévue au I de l'article L. 522-2 est adressée, par voie électronique, à l'Agence nationale, préalablement à la première mise à disposition sur le marché, sur le territoire national.

Elle comporte :

- 1° Le nom du responsable de la mise à disposition sur le marché du produit ;
- 2° Le nom commercial du produit ;
- 3° Le ou les types de produits présentés conformément à l'annexe V du règlement (UE) n° 528/2012 du 22 mai 2012 ;
- 4° Le nom et la quantité ou la concentration de chacune des substances actives contenues dans le produit ;
- 5° La classification du produit selon le règlement (CE) n° 1272/2008 du 16 décembre 2008 ;
- 6° La fiche de données de sécurité prévue par l'article 31 du règlement (CE) n° 1907/2006 du 18 décembre 2006 ;
- 7° Le type d'usage ;
- 8° Le numéro de dossier figurant sur le registre des produits biocides défini à l'article 71 du règlement (UE) n° 528/2012 du 22 mai 2012, ou, le cas échéant, le numéro de l'autorisation de mise à disposition sur le marché du produit ;
- 9° Le cas échéant, les catégories d'utilisateurs auxquels le produit est destiné.

### **Constats :**

Pour le produit « CHLORE GAZECHIM », il a été constaté dans l'application BioCID les non-conformités suivantes :

- Manque la mention de danger « H335 : Peut irriter les voies respiratoires » ;
- Le conseil de prudence P315 (Consulter immédiatement une médecin) est indiqué dans l'application BioCID alors qu'il n'est pas dans l'AMM.

Pour le produit « CHLORE BLUE GAZECHIM », il a été constaté dans l'application BioCID les non-conformités suivantes :

- Absence de l'usage « Désinfection de l'eau des piscines, des spas et des jacuzzis, exploitées avec des exigences élevées en matière d'hygiène, en traitement continue ». Dans le cas où cet usage n'est pas proposé, ce n'est pas une non-conformité ;
- Absence de la mention de danger H335 «Peut irriter les voies respiratoires » ;
- Le conseil de prudence P315 (Consulter immédiatement une médecin) est indiqué dans l'application BioCID alors qu'il n'est pas dans l'AMM.

Pour le produit « CHLORETECH GAZECHIM », il a été constaté dans l'application BioCID les non-conformités suivantes :

- Le nom doit correspondre au nom exact de l'AMM (CHLORETECH GAZECHIM) et non (CHLORE TECH GAZECHIM) ;
- Catégorie d'utilisateurs erronée : il faut indiquer « Industriels » et non « professionnels » ;
- Absence de la mention de danger H335 «Peut irriter les voies respiratoires » ;

- Le conseil de prudence P315 (Consulter immédiatement une médecin) est indiqué dans l'application BioCID alors qu'il n'est pas dans l'AMM.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Il est demandé à l'exploitant de mettre à jour l'application BioCID au regard des points soulevés ci-dessus pour les produits CHLORE GAZECHIM, CHLORE BLUE GAZECHIM et CHLORETECH GAZECHIM.

Il est laissé 1 mois à l'exploitant pour régulariser sa situation. Passé ce délai, il sera proposé au préfet de l'Hérault une mise en demeure de respecter les dispositions de l'article R522-18 du code de l'environnement.

**Respect de la prescription :**



**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 1 Mois